

Stratégie de l'Union européenne pour la région alpine - SUERA
(European Union Strategy for the Alpine Region - EUSALP)



ETAT DES LIEUX DES ACTIVITES DES GROUPES D'ACTION

Octobre 2019

Sommaire

Introduction	3
GROUPE D’ACTION n°1 - Créer un véritable écosystème d’innovation et de recherche	5
GROUPE D’ACTION n°2 - Accroître le potentiel économique des secteurs stratégiques	7
GROUPE D’ACTION n°3 - Mettre l’éducation et la formation en adéquation avec le marché du travail dans les secteurs stratégiques	10
GROUPE D’ACTION n°4 - Promouvoir l’intermodalité et l’interopérabilité du transport de passagers et de marchandises	12
GROUPE D’ACTION n°5 - Assurer la connexion électronique entre les personnes et faciliter l’accès aux services publics	15
GROUPE D’ACTION n°6 - Préserver et valoriser les ressources naturelles, y compris l’eau, ainsi que les ressources culturelles.....	17
GROUPE D’ACTION n°7 - Développer la connectivité écologique sur l’ensemble du territoire de la région alpine	19
GROUPE D’ACTION n°8 - Améliorer la gestion des risques et mieux gérer le changement climatique, notamment par la prévention des risques naturels de grande ampleur	22
GROUPE D’ACTION n°9 - Faire du territoire de la région un modèle en termes d’efficacité énergétique et d’énergies renouvelables	24
Annexe 1 : Liste des membres français des groupes d’actions	27

Introduction

Qu'est-ce que la SUERA/EUSALP ?

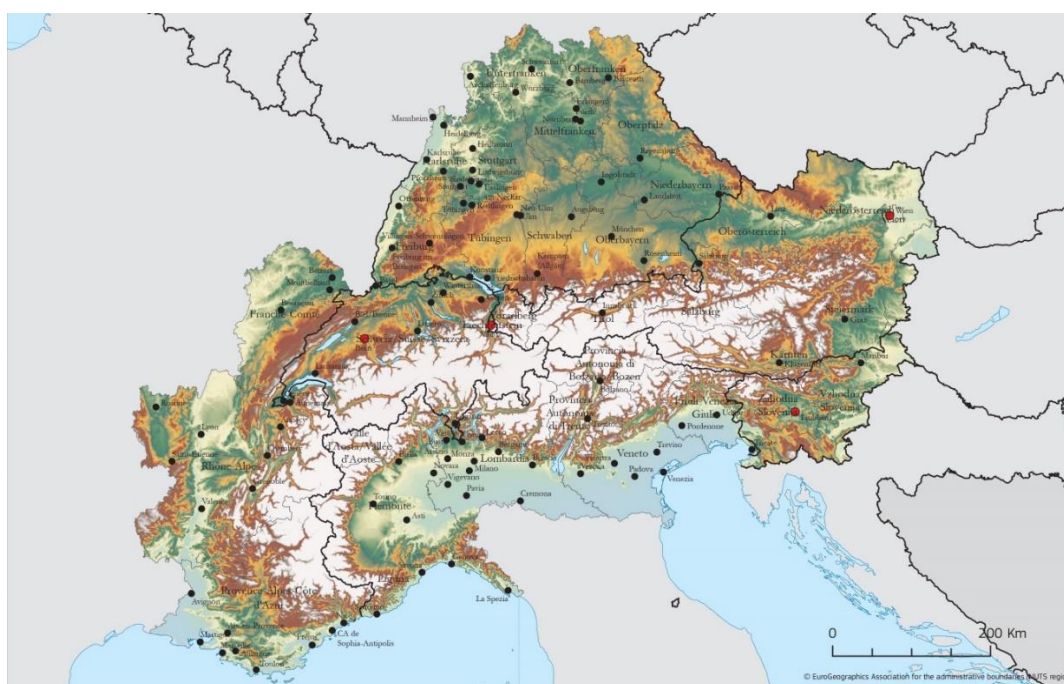
La France est engagée dans la Stratégie de l'Union européenne pour la région alpine - SUERA (en anglais [European Union Strategy for the Alpine region – EUSALP](#)), quatrième stratégie macrorégionale après celles de la Mer baltique, de la région du Danube et de la Mer adriatique et ionienne.

Cette [stratégie macrorégionale alpine](#) constitue un cadre innovant de coopération territoriale européenne, copiloté par les États et les régions, sous l'égide de la Commission européenne, pour mettre en œuvre un développement territorial durable, cohérent et coordonné sur l'ensemble de la zone fonctionnelle alpine, ayant pour ce faire notamment pour ambition de mieux mobiliser l'ensemble des financements européens, nationaux et régionaux.

À la demande du Conseil européen des 19 et 20 décembre 2013¹, la stratégie macrorégionale alpine a été élaborée en 2013-2015, puis a été approuvée conjointement par la Commission européenne² et le Conseil de l'Union européenne³ en 2015 et, enfin, lancée officiellement en 2016.

La stratégie macrorégionale alpine couvre un territoire comptant 80 millions d'habitants (16 % de la population de l'UE) et 48 régions situées dans sept pays, dont cinq États-membres de l'UE et deux États tiers, à savoir:

- Cinq États-membres de l'UE: l'Allemagne (états fédérés du Bade-Wurtemberg et Bavière), l'Autriche (états fédérés de Basse-Autriche, Burgenland, Carinthie, Haute-Autriche, Salzbourg, Styrie, Tyrol, Vienne et Vorarlberg), la France (régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté et Provence-Alpes-Côte d'Azur), l'Italie (régions Frioul-Vénétie julienne, Ligurie, Lombardie, Piémont et Vénétie ainsi que la région autonome de la Vallée d'Aoste et les provinces autonomes du Haut-Adige et du Trentin,) et la Slovénie;
- Deux États tiers: le Liechtenstein et la Suisse (l'ensemble des 26 cantons)



¹ [Conclusion n°50 du Conseil européen des 19 et 20 décembre 2013](#)

² [Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au comité économique et social européen et au Comité des régions relative à une stratégie de l'Union européenne pour la région alpine](#) et [Plan d'action accompagnant la communication relative à une stratégie de l'union européenne pour la région alpine](#) ; 28 juillet 2015

³ [Conclusions du Conseil relatives à la stratégie de l'Union européenne pour la région alpine](#) ; 27 novembre 2015

Quel est le plan d'actions de la stratégie macrorégionale alpine ?

Le plan d'action de la SUERA est structuré autour de trois grands objectifs et se développe en neuf actions stratégiques. Chacune d'entre elles fait l'objet d'un groupe d'experts, appelé groupe d'action (GA), des États et des régions membres de la SUERA, mais également de la société civile, chargés de mettre en œuvre le plan d'actions.

Objectif 1: Un accès équitable à l'emploi, en s'appuyant sur la forte compétitivité de la région			
GA1 : Recherche et innovation	GA2 : Développement économique	GA3 : Marché du travail, éducation et formation	
Objectif 2 : Une accessibilité interne et externe durable			
GA4 : Transport & Mobilité		GA5 : Services & Numérique	
Objectif 3: Un cadre environnemental plus inclusif et des solutions énergétiques renouvelables et fiables pour l'avenir			
GA6 : Ressources	GA7 : Continuités écologiques	GA8 : Gestion des risques & Adaptation aux changements climatiques	GA9 : Transition énergétique

En outre, cette stratégie comprend un objectif transversal visant à fonder un modèle de gouvernance macrorégionale efficient pour la région.

Quel est l'état d'avancement de la mise en œuvre du plan d'action de la stratégie macrorégionale alpine ?

Le document propose un état des lieux des principales actions en cours de réalisation et celles programmées par chacun des neuf groupes d'action.

Il donne ainsi, à l'ensemble des acteurs français impliqués dans la stratégie macrorégionale alpine, une vision synthétique de ce qui est mis en œuvre par les groupes d'action.

À partir de cet état d'avancement et des enjeux identifiés par le partenariat français, la future présidence française va proposer de concentrer le travail 2020 sur six axes thématiques qui seront traités dans ces groupes et dans les réunions plénières :

- Développer le tourisme soutenable et toutes saisons
- Promouvoir la production, la transformation et la consommation en circuit-court des produits locaux alpins, notamment sylvicoles et agricoles
- Développer les solutions de mobilités et de transports durables
- Impliquer la jeunesse dans la transition écologique et la lutte contre le changement climatique
- Accélérer la transition énergétique
- Préserver la biodiversité alpine et favoriser la prévention des risques naturels

Ce document facilite ainsi la mise en perspective des axes de travail de la présidence française de la stratégie macrorégionale alpine en 2020, permet de mieux comprendre la nature des activités et, à chacun des acteurs, de mieux appréhender quel pourrait être son propre engagement et valeur ajoutée, à l'avenir, dans certains des groupes d'action.

GROUPE D'ACTION n°1

Créer un véritable écosystème d'innovation et de recherche



Présentation

Mission

Focalisé sur un des pans de l'agenda Europe 2020 pour une Europe plus innovante, plus verte et plus inclusive le groupe d'action (GA) 1 met l'accent sur le développement d'un écosystème d'innovation efficace dans la région Alpine en mesure de créer des emplois et de soutenir la croissance, il rassemble et mobilise les potentiels existants de la région alpine afin de mieux exploiter les synergies dans les secteurs stratégiques ciblés par le GA2 « Accroître le potentiel économique des secteurs stratégiques » et de relever les défis en matière d'innovation.

Objectifs spécifiques

- Identifier les secteurs stratégiques clés dans lesquels la coopération en matière de recherche et d'innovation peut avoir un impact aussi bien en termes économiques que sociétal
- Élaborer une cartographie des clusters et des centres de compétences existants liés au milieu économique et académique de la région Alpine
- Développer des projets pilotes, avec la participation de l'industrie, dans des domaines de spécialisation intelligente afin d'intensifier les innovations et la création de chaînes de valeur communes.

Membre français du groupe d'action

- Marie Christine Fourny - Université Grenoble-Alpes

Principales actions en cours de réalisation / programmées

1.1. Élaboration d'un inventaire des financements de l'UE, nationaux et régionaux en matière de R&I

- Recueil de l'information sur tous les programmes de financement de l'UE, nationaux et régionaux et les appels à projets dans le domaine de la recherche et de l'innovation (R&I) et publication sur le centre de ressources en ligne. Les utilisateurs peuvent visualiser trois rapports, un par échelle territoriale, et des infographies associées sur tous les programmes ciblés, consultables sur : www.alpine-region.eu/p/strategic-funding
- Rapport sur les instruments de financement de l'UE, nationaux et régionaux : "Analyse comparée et des écarts concernant les instruments de financement aux niveaux de l'UE, national et régional". <https://www.alpine-region.eu/p/strategic-funding/reports>

1.2. Élaboration d'une cartographie de la gouvernance des régions de EUSALP concernant le secteur de la R&I

Juin 2019

- Cartographie de la gouvernance du secteur de la R&I au niveau européen, national et régional. Toutes les données recueillies, les analyses et les infographies sont disponibles sur le centre de ressources en ligne. Voir sur <https://www.alpine-region.eu/results/platform-knowledge>
- Principaux sujets traités :
 - *Benchmarking* socio-économique des régions au regard de l'UE-28
 - Stratégies régionales d'innovation (RIS3) dans les stratégies macro-régionales : outils pour concevoir et piloter les approches intégrées du développement territorial
 - Classification des stratégies de recherche et d'innovation au regard des priorités de spécialisation intelligente (RIS3)
- Cadre comparatif d'aide aux décideurs et parties prenantes pour améliorer leur performance en matière d'innovation, grâce à l'échange avec d'autres régions, à l'intérieur et au-delà des limites de la région alpine.
- Autres rapports:
 - . les priorités de la RIS3 sur l'économie biologique, l'économie bleue et l'énergie.

	<p>. Aperçu des projets Interreg dans les régions alpines, des expériences de coopération et des réseaux de relations entre les parties prenantes au sein de la région alpine et des territoires voisins.</p> <p>Pour en savoir plus : https://www.alpine-region.eu/actions/mapping-eusalp-regions-governance-concerning-ri-sector</p>
<p>1.3. Création d'une base de données consolidée des centres de recherche, laboratoires et clusters de recherche et d'innovation (R&I) – projet RE-SEARCH ALPS</p> <p>Juin 2019</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Rassembler, consolider, harmoniser et mettre à disposition des données sur les laboratoires, les centres de recherche et d'innovation de l'ensemble de la région alpine afin de soutenir l'innovation et le partage dans la région alpine. - Définition de métadonnées capables de représenter les caractéristiques clés des laboratoires, des centres de recherche et d'innovation de la région alpine - Création d'une base de données publique recensant des laboratoires présents dans les 7 pays et 48 régions de la région alpine - Développement d'une application Web pour analyser et traiter les données • RE-SEARCH ALPS soutient la réalisation des objectifs de EUSALP avec : 1) un ensemble de données des laboratoires et des centres de recherche agissant dans la région alpine ; 2) un moteur de requête pour un accès facile à l'ensemble de données ; 3) un outil pour visualiser les données géo-référencées. • La base de données contient actuellement des informations sur environ 125 000 centres et laboratoires de recherche, 260 000 projets, 110 000 sites Web et près de 800 000 publications. <p>Pour en savoir plus : https://www.alpine-region.eu/sites/default/files/uploads/activity/912/attachments/research_alps.pdf</p>
<p>1.4. Projet MORE-ALPS</p> <p>Juin 2018</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Recherche appliquée impliquant des étudiants et de jeunes chercheurs sur l'analyse des principaux modèles et des principales différences caractérisant l'élaboration des politiques de R-I dans la région alpine, intégrant un focus sur les stratégies de spécialisation intelligente nationales & régionales. • Problématiques clés abordées par MORE-ALPS : <ul style="list-style-type: none"> - Identification des secteurs stratégiques clés de coopération en vue de soutenir la recherche et l'innovation - Cartographie des grappes existantes, des centres de compétences liés au paysage économique régional - Rapprocher/apparier des chaînes de valeur avec les capacités techniques et humaines liées aux domaines clés de compétence en matière de stratégies de spécialisation intelligentes. <p>Pour en savoir plus : https://www.alpine-region.eu/node/567</p>
<p>1.5. Création d'un centre de ressources en ligne au service de tous les groupes d'action de EUSALP</p> <p>Mars 2018</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le centre de ressources en ligne soutient les organes et les groupes d'action de la SUERA, les décideurs, les parties prenantes, les chercheurs et les citoyens. • Doté d'un espace <i>eLearning</i>, utilisé pour renforcer les capacités des instituts de recherche et des réseaux, ainsi que d'une salle de réunion virtuelle, il permet aux membres des groupes d'action de la SUERA de participer à des réunions internes et intergroupes. Les outils de visualisation, tels que les cartes 3D et 2D de la région alpine, l'explorateur de données et le générateur graphique, le logiciel de détection en matière urbaine ont été améliorés avec les inputs résultant de l'expérience "utilisateurs" et grâce à l'ajout de davantage de données. <p>Pour en savoir plus : https://www.alpine-region.eu/results/platform-knowledge</p> <ul style="list-style-type: none"> • Son espace de communication dédié à la diffusion des actions et des résultats réalisés par les groupes d'action de la SUERA, met à disposition des médias nationaux et régionaux, et de tous les utilisateurs les informations sur l'impact de la stratégie macro-régionale dans leur région. Des bulletins d'information et des communiqués de presse en plusieurs langues (EN, FR, DE, IT, SI), une large couverture médiatique, des galeries de photos et de vidéos, la carte du réseau des médias et le kit média sont également mis à disposition.

GROUPE D'ACTION n°2



Accroître le potentiel économique des secteurs stratégiques

Présentation

Mission

Ce groupe d'action s'attache à ce que les secteurs économiques stratégiques de l'espace alpin tirent le meilleur profit de la coopération à l'échelle macrorégionale par des mesures concrètes d'amélioration de leur environnement économique et social. Le groupe travaille une meilleure utilisation des ressources et des potentiels spécifiques à la région alpine dans ses secteurs stratégiques identifiés, à commencer par l'amélioration des conditions-cadres et des opportunités pour les PME.

Objectifs spécifiques

- Développer des chaînes de valeur nouvelles ou plus abouties dans les secteurs stratégiques pour lesquels la région alpine présente des atouts et un potentiel spécifiques
- Adapter les produits, services et filières à l'économie verte
- Rapprocher les différentes politiques menées afin de stimuler la transformation du tissu industriel et d'encourager la création d'emplois et la croissance
- Soutenir l'innovation en faisant un meilleur usage des initiatives de clusters d'entreprises

Quatre secteurs stratégiques ont été identifiés jusqu'à présent:

- **la bio-économie/développement de grappes** (coordonnée par le Bade-Wurtemberg, DE)
- **la filière bois** (coordonnée par Auvergne-Rhône-Alpes, FR)
- **le tourisme de santé** (coordonnée par la région de Salzbourg, AT)
- **l'industrie numérique** (coordonnée par la province autonome du Trentin, IT)

Membre français du groupe d'action

- Sylvain Guetaz (pilote) - Région Auvergne-Rhône-Alpes

Principales actions en cours de réalisation / programmées

2.1. Brochure "Valeur ajoutée de EUSALP pour les clusters et les entreprises"
Juin 2017

- Cette brochure synthétique rédigée en trois langues (Anglais, allemand et français) est destinée à informer les entreprises, experts, ainsi que le grand public sur les activités de la SUERA et du GA 2.
Pour en savoir plus : https://www.alpine-region.eu/sites/default/files/uploads/group/8/attachments/brochure_eusalp_ag_2_web-pdf.pdf

2.2. Etude pour un programme de financement synchronisé de développement de la bio-économie dans la région alpine

Avril 2019

- Sur la base d'une analyse du degré de priorité de la bio-économie dans les stratégies de spécialisation intelligente (S3) des régions alpines, le rapport contribue à la préparation d'un appel synchronisé proposé (Plan directeur de la bio-économie) visant à renforcer la bio-économie dans les chaînes de valeur transnationales de la région alpine.
Principaux enseignements :
- Aucune des S3 des régions alpines n'a mis en place de stratégie systématique en matière de bio-économie.
- Une approche systémique focalisée sur la durabilité prenant en compte la circularité, l'environnement, et les questions de cohésion ou d'inégalité n'existe pas dans les S3 des régions alpines.
- Peu de régions disposent d'intermédiaires et de réseaux dédiés axés sur la bio-économie, tels que BIOPRO BW (Bavière) en mesure de faciliter le débat politique et le dialogue public-privé sur ce sujet.
- Une faible attention est donnée au soutien des activités de transformation, qui jouent pourtant un rôle important dans le concept de S3.

	<ul style="list-style-type: none"> Le concept de « bio-économisation » des clusters, issu du projet DanuBioValNet, de rapprochement des industries traditionnelles des clusters de la bio-économie devrait être promu afin que les activités de transformation qui y contribuent s'appuient sur l'engagement d'acteurs de divers secteurs : industries, agriculture, coopératives, clusters dans les zones urbaines et rurales. Pour en savoir plus : https://www.alpine-region.eu/results/study-prepare-synchronized-funding-scheme-bioeconomy-development-alpine-region
<p>2.3. Lancement du projet TRANSALP <i>(Initiative du Fonds d'action préparatoire de la Région Alpine)</i></p> <p>Mars 2019</p>	<ul style="list-style-type: none"> TRANSALP promeut l'économie circulaire auprès des agriculteurs de la région alpine pour une croissance plus durable fondée sur des chaînes de valeur des plantes médicinales et aromatiques et des réseaux d'infrastructures vertes. Principaux résultats : un aperçu stratégique sur la façon dont ce sujet transversal peut fonctionner à l'échelle de la région alpine ; une chaîne de valeur complète de plantes médicinales et aromatiques, des propositions pour améliorer les compétences des acteurs et des premières expériences sur le fonctionnement pratique des réseaux d'infrastructures vertes. Pour en savoir plus : https://www.alpine-region.eu/projects/transalp-bringing-circular-economy-farmers-rural-alpine-region-sustainable-growth
<p>2.4. Lancement du projet HEALPS <i>(Initiative du Fonds d'action préparatoire de la Région Alpine)</i></p> <p>Juin 2019</p>	<ul style="list-style-type: none"> HEALPS (tourisme de santé alpin - faire de la région alpine un lieu attractif de promotion de la santé) intègre quatre perspectives différentes: a) les ressources alpines, b) les clients et les fournisseurs en tant qu'intervenants majeurs, c) l'éducation, d) la technologie. Cette approche répond à la stratégie de la SUERA d'une meilleure utilisation des ressources spécifiques aux Alpes et crée une base pour le développement des chaînes de valeur du tourisme de santé alpin afin de stimuler la création d'emplois et la croissance dans les régions alpines isolées. Pour en savoir plus : https://www.alpine-region.eu/projects/healps-alpine-health-tourism---positioning-alpine-region-globally-attractive-health
<p>2.5. Lancement du projet CirculAlps <i>(Initiative du Fonds d'action préparatoire de la Région Alpine)</i></p> <p>Décembre 2019</p>	<ul style="list-style-type: none"> CirculAlps promeut les économies circulaire et bio dans le secteur du bois alpin. L'innovation bio-basée, i.e. l'économie circulaire dans la chaîne d'approvisionnement du bois, a été identifiée et reconnue comme déterminante pour les régions de montagne par des organisations comme Euromontana, la Convention Alpine et le partenariat sur l'innovation européenne en agriculture. CirculAlps permet à la filière bois de bénéficier d'une : <ol style="list-style-type: none"> 1) analyse de l'état actuel de l'art et les meilleures pratiques 2) évaluation du potentiel spécifique de chaînes de valeur circulaires et bioéconomiques innovantes dans la région alpine 3) mise en évidence des facteurs d'activation et de transfert. Les résultats seront produits sous la forme d'une étude de faisabilité intégrant des recommandations sur les éléments manquants afin de permettre aux entrepreneurs forestiers de développer de nouvelles chaînes de valeur, des actions et des outils concrets pour faciliter leur mise en place. Pour en savoir plus : https://www.alpine-region.eu/projects/circulalps-innovation-foster-sustainability-and-circular-economy-alpine-forestry-value
<p>2.6. Lancement du projet Triple Wood</p>	<ul style="list-style-type: none"> Triple Wood promeut une culture durable de la construction en bois dans la région alpine aux nombreux avantages sociaux, écologiques et

(Initiative du Fonds
d'action préparatoire
de la Région Alpine)

Février 2020

économiques pour ses habitants.

- Triple Wood développe ainsi :
 - une exposition itinérante de pratiques exemplaires de sept pays sur les utilisations intelligentes du bois comme matériau de construction, (ponts à longue portée, gratte-ciels spectaculaires, bâtiments de logements abordables ou méthodes de rénovation novatrices),
 - des séminaires sur la construction en bois et l'efficacité énergétique adaptés aux personnes sans expérience préalable dans ce domaine comme aux acteurs expérimentés en recherche d'approfondissement et de mise en réseau à l'échelle régionale,
 - un *road show* présentant l'exposition, des séminaires et des événements dans tous les pays partenaires,
 - un site internet présentant les projets d'exposition et le calendrier du *road show* ainsi que des informations supplémentaires sur des sujets connexes.

Pour en savoir plus : <https://www.alpine-region.eu/projects/triple-wood-triple-wood-sustainable-wood-building-culture-alpine-region>

GROUPE D'ACTION n°3



Mettre l'éducation et la formation en adéquation avec le marché du travail dans les secteurs stratégiques

Présentation

Mission

Ce groupe d'action (GA) entend améliorer l'efficacité du marché du travail, par la mise en adéquation de l'éducation et de la formation, promouvoir les offres d'emploi dans les secteurs stratégiques de la région Alpine et accroître ainsi les niveaux d'emploi de la région alpine à travers des activités concertées à l'échelle macrorégionale.

Objectifs spécifiques

Il se concentre sur l'éducation et la formation professionnelle en alternance. Le sur-vieillessement et l'abandon des territoires de montagne sont des défis démographiques importants dont une des solutions passe par une meilleure insertion des jeunes dans le marché du travail. Les pays européens à faible taux de chômage des jeunes sont généralement ceux qui ont adopté des politiques actives du marché du travail s'appuyant notamment sur la formation professionnelle en alternance. Les systèmes de formation professionnelle en alternance des États alpins sont très différents en ce qui concerne les acteurs, le contenu et les structures impliquées. L'objectif à long terme de ce groupe d'action est d'établir un espace éducatif macrorégional commun dans lequel les qualifications professionnelles et les diplômes correspondants sont mutuellement reconnus.

Membre français du groupe d'action

- Natacha Lanaud-Lecomte - Académie de Besançon

Principales actions en cours de réalisation / programmées

3.1. Rapport d'étude sur les systèmes de formation par alternance dans les régions alpines donnant lieu à un plan d'actions

Novembre 2018

Le plan d'actions pour une gouvernance efficace des systèmes de formation par l'alternance peut être consulté sur https://www.alpine-space.eu/projects/dualplus/pdfs/eusalp_study10pointsplanabstract_en.pdf

Gouvernance

1. Développer les compétences de tous ceux qui travaillent dans le système de l'alternance, identifier des partenaires de cette collaboration dans la durée
2. Élaborer des systèmes d'analyse, de suivi et d'évaluation pérennes afin de définir des stratégies partagées et efficaces

Attractivité

3. Améliorer l'image de l'apprentissage auprès des jeunes et de leurs familles, par des actions de sensibilisation et d'orientation
4. Fournir aux entreprises, en particulier aux PME, des primes, des outils et des services de soutien pour développer l'offre de places d'apprentissage et pour faciliter l'organisation et la gestion des parcours de formation

Qualité de la formation

5. Renforcer la capacité des établissements de formation à concevoir et à mettre en œuvre une formation en alternance de qualité
6. Promouvoir la qualité de la formation dans l'entreprise, en mettant l'accent sur le renforcement des compétences des formateurs et sur l'activation de services pour soutenir la diffusion et l'évaluation de la formation

Innovation

7. Construire une collaboration pérenne entre les institutions de formation et les entreprises et promouvoir la cogestion des parcours de formation

8. Assurer l'efficacité de l'apprentissage face aux évolutions et changements que connaissent les marchés du travail, en renforçant l'investissement social dans le capital humain

Mobilité des apprentis

9. Promouvoir des actions de sensibilisation et des campagnes d'information sur les avantages de la mobilité transnationale pour les apprentis et les entreprises
10. Mener à bien des actions conjointes pour promouvoir la reconnaissance des compétences acquises par les apprentis lors de stages de formation à l'étranger et développer un réseau de facilitateurs de la mobilité.

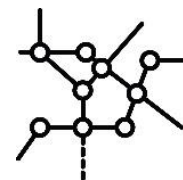
3.2. Lancement du projet MountErasmus

2019

- Au travers du **pastoralisme**, les agriculteurs de montagne et les professionnels donnent au paysage alpin son caractère unique et créent la base d'un tourisme florissant. L'éducation constitue le fondement indispensable d'une gestion moderne et efficace des exploitations agricoles de montagne.
- **Objectif**: lancer un réseau d'éducation commun pour les jeunes agriculteurs de la région alpine sous le titre "MountErasmus". Les acteurs de l'éducation dans le domaine de l'agriculture seront connectés et de nouvelles opportunités éducatives transfrontalières pour les agriculteurs de la région alpine seront créées. La mise en place de nouveaux réseaux éducatifs et la consolidation de ceux existants donnera aux jeunes agriculteurs de nouvelles perspectives et ouvrira des solutions en termes d'« apprentissage auprès de ses voisins ».
- Le résultat final attendu est créer une plateforme d'information transfrontalière pour les stages et les postes de formation entre institutions et organisations de formation agricole. Une première étape a été de développer des occasions de réseautage au moyen d'ateliers d'experts, à l'instar du premier qui s'est tenu en octobre 2017 autour de quatre thèmes : a) Agriculture et défis mondiaux ; b) Agriculture de montagne ; c) Attractivité du secteur agricole ; d) Comment développer un réseau efficace ? Les participants ont conclu que cette plateforme pourrait être particulièrement dédiée au thème de l'agriculture de montagne. Afin d'être en mesure d'exploiter ce potentiel, la connectivité des régions reculées devraient être mise en œuvre. Les résultats de la discussion ont également montré l'importance de créer un réseau à plusieurs niveaux entre les différentes parties prenantes pour chaque région, à intégrer davantage plus tard.
- La prochaine étape de MountErasmus consiste en collaboration avec les membres du GA 3 d'un projet pilote visant à présenter différentes possibilités de financement. Il pourrait être financé par exemple au sein d'Erasmus+ ou du cadre de financement ArgeAlp. Les directeurs d'école, les enseignants et les partenaires publics intéressés et motivés sont invités à se joindre à tout moment.

Pour en savoir plus : <https://www.alpine-region.eu/projects/mounterasmus>

GROUPE D'ACTION n°4



Promouvoir l'intermodalité et l'interopérabilité du transport de passagers et de marchandises

Présentation

Mission

La région alpine est marquée par un environnement montagneux extrêmement fragile, qui plus est situé au cœur du continent européen. Ses spécificités géographiques imposent par ailleurs des contraintes singulières en matière de transport et de mobilité. Les transports et mobilités constituent une des premières causes des changements climatiques. Près de 30% de l'ensemble des émissions de gaz à effet dans les Alpes sont imputables aux transports et à la mobilité, dont les flux ne cessent de croître. En particulier, le transport routier génère des externalités négatives comme la pollution de l'air, les nuisances sonores et la congestion du trafic.

Cela fait du transport et de la mobilité l'un des plus importants défis en termes de développement écologique, économique et social de la région alpine. Une approche coordonnée ouvrant la voie à une stratégie cohérente s'avère nécessaire pour relever les défis associés à un développement durable pour les Alpes. Ce groupe d'action (GA) constitue une plateforme pour coordonner et harmoniser les activités des pays et régions de la région alpine en vue d'un système de transport et de mobilité durable. Sa mission est de bâtir une compréhension commune de la politique des transports et de la mobilité, de définir des objectifs communs et de lancer des projets et des activités spécifiques.

Objectifs spécifiques

- **Promouvoir l'intermodalité et l'interopérabilité dans le transport de passagers et de marchandises**, notamment en supprimant les goulets d'étranglement des infrastructures, en comblant les chaînons manquants, en coordonnant la planification et les calendriers des transports publics, en modernisant les infrastructures et en renforçant la coopération.
- **Soutenir le report modal de la route vers le rail**. La région alpine est particulièrement sensible aux impacts environnementaux et sociaux négatifs causés par les flux excessifs du transport routier de marchandises et de passagers dans les Alpes.
- **Développer la coopération et une plus grande intégration** entre les organes et structures existants dans le domaine des transports.

Membres français du groupe d'action

- Didier Biau - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Xavier Garcia - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Jean-Christophe Leydet - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Olivier Margouet - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
- François Lamoise - Ministère de la Transition écologique et solidaire

Principales actions en cours de réalisation / programmées

4.1. Rapport sur les coûts externes dans les zones de montagne

Décembre 2017

• Conclusions et recommandations

- Différencier un facteur montagne entre la zone alpine intérieure et la région « préalpine » n'est pas possible sur la base de la présente étude.
- Mettre à jour les facteurs qui, en zone de montagne, s'appliquent aux systèmes de péage comme un moyen simple et pertinent d'ajuster les coûts dans les corridors des territoires de montagne.
- Ajuster les systèmes de péage dans les zones de montagne et donner un signal aux usagers quant aux prix justes, étant donné le renchérissement des coûts environnementaux dans les zones de montagne.

Pour en savoir plus : https://www.alpine-region.eu/sites/default/files/uploads/activity/467/attachments/ag4_study_on_external_costs_12.2017.pdf

4.2. Document sur les composantes tarifaires existantes influant sur la compétitivité entre le transport routier et ferroviaire de marchandises
« De Toll Plus à un système d'incitation intégré pour le report modal »

Décembre 2018

- Les régions alpines sont particulièrement sensibles aux impacts environnementaux et sociaux négatifs causés par la circulation excessive des marchandises et des passagers à travers les Alpes.
- Relever ce défi exige une harmonisation et la mise en œuvre de politiques de report modal de la plus haute importance, à travers une « tarification juste et efficace ».
- Y remédier nécessite d'adopter une perspective intégrée fondée sur le développement d'un ensemble complet d'instruments soutenant le report modal (avec des composantes tarifaires qui favorisent une meilleure concurrence entre le transport routier et ferroviaire de marchandises).
- Une approche de tarification intégrée devrait conduire à une tarification plus transparente pour le transport routier et ferroviaire, et devrait inciter à l'adoption de technologies innovantes et à faibles émissions de carbone.
Pour en savoir plus : https://www.alpine-region.eu/sites/default/files/uploads/activity/470/attachments/eusalp_ag4_integrated_pricing_study_results.pdf

4.3. Action visant à améliorer l'acceptation par le public des politiques et des projets en cours de report modal soutenus dans le cadre du GA 4

Décembre 2018

- Les grands projets d'infrastructure ainsi que les politiques de report modal liées au transport de marchandises et de passagers reçoivent des réactions ambivalentes de la part des citoyens et des entreprises locales : d'une part, le report modal réduit l'impact environnemental du trafic dans les Alpes; d'autre part, les projets de grandes infrastructures sont souvent défavorablement perçus et les systèmes de tarification risquent de créer des effets négatifs pour les économies régionales.
- **Il est nécessaire d'analyser et d'améliorer l'acceptation par le public des politiques et des projets communs soutenus dans le cadre du GA4.** Il s'agirait ainsi pour les parties prenantes concernées et le public, de disposer d'un point de vue plus global dans la conception de nouvelles infrastructures et de nouveaux instruments politiques.
Pour en savoir plus : <https://www.alpine-region.eu/results/eusalp-ag4-transport-and-mobility-conflict-map>

4.4. Action visant à améliorer la connectivité dans le transport de passagers en développant un système transfrontalier d'information sur les voyages

Décembre 2018

- Réduire les impacts environnementaux et sociaux négatifs des transports dans la région alpine tout en connectant les populations des régions alpines isolées, en particulier celles aux confins des frontières nationales et régionales, suppose une meilleure connexion (multimodal) et une facilité d'utilisation des modes de transport durables en mesure de fournir une alternative viable à l'utilisation de la voiture individuelle.
- Harmoniser, au-delà des frontières régionales et nationales, les différents systèmes d'information, de tarifs et de billetterie souvent non interopérables devrait permettre aux passagers d'obtenir des informations de voyage cohérentes, d'acheter des billets valides pour tous les opérateurs sur l'entièreté de leurs itinéraires et d'être informés en temps réel sur les retards comme sur les trajets alternatifs.
Pour en savoir plus : <https://www.alpine-region.eu/node/476>

4.5. Discussion paper sur les réseaux secondaires dans la région alpine

Décembre 2018

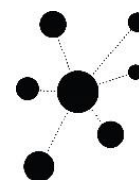
- Les réseaux secondaires sont essentiels pour relier les territoires de la Région alpine aux corridors du Réseau Transeuropéen des Transports (RTE-T) et ainsi contribuer au développement économique de la région alpine et garantir l'interconnexion entre les zones urbaines et alpines isolées.
- **Objectif** : étudier l'état des réseaux de transport secondaire et les exigences nécessaires à leur amélioration, considérant l'interdépendance, la multiplicité et la structure multimodale de ces connexions.

	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Axes thématiques retenus</u> : <ul style="list-style-type: none"> - Thématique 1 : Les impacts du réseau secondaire sur l'accessibilité et les mesures possibles pour l'entretenir et l'améliorer, pour l'économie et la société. - Thématique 2 : Les impacts du réseau secondaire sur l'environnement et le climat, y compris les mesures possibles d'amélioration, en particulier par un report modal. <p>Pour en savoir plus : https://www.alpine-region.eu/results/ag4-discussion-paper-secondary-networks</p>
<p>4.6. Projet Mobilité transfrontalière dans la région alpine <i>(Initiative du Fonds d'action préparatoire de la Région Alpine)</i></p> <p>Décembre 2019</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les analyses sur les déplacements transfrontaliers ont clairement souligné leur grande importance au sein du périmètre de la SUERA. Leur part est supérieure aux valeurs moyennes européennes. Les marchés du travail de Suisse, du Liechtenstein et de Monaco y jouent un rôle particulier. La réalité diffère également grandement en fonction des schémas métropolitains/plutôt ruraux des marchés du travail. • En ce qui concerne les infrastructures de mobilité, le tableau est encore plus complexe : l'observation globale est que la situation des infrastructures transfrontalières se caractérise, tout d'abord, par une multitude de facteurs structurels qui ont une influence, comme par exemple le degré d'urbanisation. L'amélioration des aménagements de mobilité transfrontalière doit faire partie des efforts à accomplir. • Une boîte à outils de mesures concrètes destinées aux entreprises afin d'encourager la mobilité durable des navetteurs a été élaborée. Elle met l'accent sur (1) les mesures organisationnelles et les systèmes d'incitation, (2) les mesures d'infrastructure et (3) l'information, les actions et campagnes de sensibilisation. • Principaux défis : les aspects juridiques (impôts, règlements de construction), les aspects personnels/subjectifs (différences culturelles, mentalité de travail, langue, temps et ressources personnelles) - Aspects fonctionnels (systèmes politiques, différences dans la prise de décision, processus) - Aspects liés au contenu (volonté de trouver des compromis, priorisation de l'intérêt public). <p>En savoir plus sur la boîte à outils : https://www.alpine-region.eu/sites/default/files/uploads/project/1027/attachments/boite_a_outils_pour_la_gestion_de_la_mobilite_en_entreprise_website.pdf</p>
<p>4.7. Action relative à l'interconnexion de l'information sur les transports publics et la billetterie 2018</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le prolongement du projet LinkingAlps de développement d'un système d'information sur les voyages transfrontaliers à grande échelle alpine, ce GA a organisé un atelier pour des étudiants consistant à obtenir des informations sur les voyages transfrontaliers et acheter des billets transfrontaliers dans la région alpine au travers d'un jeu virtuel lors du Forum annuel 2018.

Autres actions :

- Étude préparatoire pour étudier et optimiser les chaînes logistiques multimodales depuis et vers la région alpine a été lancée en 2019 - Infrastructure pour le transport combiné (terminaux)
- Méthodologie d'évaluation des projets d'interconnexion des transports publics ainsi que des infrastructures de transport combiné et de transport de passagers – Juin 2019
- Développements à venir dans le plan de travail :
 - « Une logistique intelligente et propre et un transport combiné pour soutenir le report modal »
 - « Accessibilité sur les liaisons de transport locales et régionales (infrastructures et transports publics réguliers) »
 - « Mobilité intelligente et à faible émission de carbone - solutions innovantes de transport public ».

GRUPE D'ACTION n°5



Assurer la connexion électronique entre les personnes et faciliter l'accès aux services publics

Présentation

Mission

L'objectif de ce groupe d'action (GA) est double. D'une part, élaborer une stratégie globale pour orienter et donner corps au processus de numérisation en cours au sein de la région alpine et, d'autre part, promouvoir l'accessibilité aux services au public en s'appuyant sur un meilleur usage des nouvelles technologies disponibles et en promouvant la valorisation des e-services.

Objectifs spécifiques

- Proposer des solutions techniques axées sur les technologies de l'information et de la communication (TIC)
- Proposer une approche stratégique de l'accessibilité des services d'intérêt général (SIG)
- Installer un think tank alpin permanent sur l'accessibilité des services d'intérêt général
- Encourager l'échange d'expériences dans le périmètre de la SUERA
- Favoriser les synergies avec d'autres groupes d'action de la SUERA et proposer des solutions TIC pour le travail des autres groupes d'action

Membres français du groupe d'action

- Guillaume Doukhan - ADRETS
- Guillaume Faure – Région Auvergne-Rhône-Alpes

Principales actions en cours de réalisation / programmées

5.1. Projet INTESI (services general - SIG) d'intérêt

Octobre 2018

- Les fournisseurs de services d'intérêt général (SIG), les autorités publiques et le grand public seront informés et sensibilisés sur les stratégies à l'échelle alpine concernant les SIG au travers des résultats du projet, par exemple la base de données à l'échelle alpine. Les nouvelles prestations de SIG sont testées dans les zones d'essai et les acteurs locaux expérimentent leur gestion et leurs avantages afin d'enrichir la base de SIG, en particulier pour les zones rurales.
- Le projet promeut un nouveau modèle de gouvernance et un think tank sur les SIG pour analyser comment les différents acteurs peuvent travailler ensemble afin de générer des stratégies intégrées de production de SIG.
- L'approche territoriale intégrée de la prestation des services – constituée des étapes d'analyse des données, de sensibilisation, de réunions collaboratives et d'élaboration coopérative d'une stratégie multiniveaux- fonctionne mieux à l'échelle intercommunale/régionale. Promouvoir et adopter un tel concept d'intégration au niveau suprarégional, voire national, est complexe du fait de l'organisation sectorielle des ministères et de financements en silo.
<https://www.alpine-space.eu/projects/intesi/en/home>

5.2. Mise en place d'un think tank alpin sur les Service d'Intérêt Général (SIG)

2018

- Résultat du projet INTESI, le think tank alpin est une plate-forme d'échange d'expériences sur la fourniture de services d'intérêt général (SIG) dans les Alpes, il identifie les défis à venir pour les SIG et la recherche de solutions (transnationales), il débat des recommandations politiques et des initiatives à lancer dans le domaine des SIG afin de proposer des solutions sur le plan technique et politique.
- Le think tank assure la permanence d'une réflexion stratégique spécifique aux SGI dans les Alpes, il rassemble des représentants des autorités de différents niveaux territoriaux, des fournisseurs de

	<p>services, des consommateurs et des chercheurs et couvre les différents domaines thématiques des SIG.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Principaux éléments à disposition sur www.servicepublic.ch :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Base de données sur les stratégies et les politiques existantes pour les SIG dans la région alpine – décembre 2018 - Exemples de bonnes pratiques en matière de SIG - Rapports sur l'état réel de l'accessibilité en matière de SIG, notamment l'Atlas Alpes 2050 du programme européen de l'Observatoire en réseau de l'aménagement du territoire européen (ORATE /ESPON).
<p>5.3. Conférence sur les villages intelligents « Une perspective commune à travers des visions différentes »</p> <p>Mai 2019</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les villages de montagne et ruraux doivent devenir de plus en plus « intelligents », c'est-à-dire mieux organisés en réseaux complémentaires connectés, afin que les habitants des Alpes puissent rester sur leur territoire, bénéficiant des mêmes opportunités que les habitants des villes, grâce à la mise en œuvre de solutions intelligentes assurant des services de base et un développement économique durable dans ces zones apparemment défavorisées. • Lors de la Conférence, les intervenants politiques et les experts considèrent que les Alpes ne sont plus une périphérie, mais le nouveau centre et la force motrice de l'Europe. Autrefois considérées comme une zone charnière entre différents territoires, les Alpes, au travers de ses villages « intelligents », sont à nouveau une zone attractive par rapport aux régions métropolitaines dont l'avantage primordial est une meilleure qualité de vie. Pour en savoir plus : https://www.alpine-region.eu/projects/smart-villages

Autre action :

- Étude de faisabilité pour une colonne vertébrale alpine en matière de fibre optique - Juin 2019

GROUPE D'ACTION n°6



Préserver et valoriser les ressources naturelles, y compris l'eau, ainsi que les ressources culturelles

Présentation

Mission

La mission du groupe d'action 6 est de fournir un cadre stratégique alpin qui permette la mise en place de modèles équilibrés et durables de production et de gestion des ressources. Ce groupe d'action vise à préserver et valoriser durablement le patrimoine naturel et culturel alpin pour permettre aux générations futures de profiter aussi de l'espace de vie unique des Alpes.

Objectifs spécifiques

- **«Aménagement du territoire et conservation des sols»** (sous-groupe 1)

Collecter des informations sur la «déprise agricole et la protection des sols» et sur la mise en œuvre d'actions de sensibilisation sur les solutions à apporter.

- **«Agriculture et sylviculture tournées vers l'avenir»** (sous-groupe 2)

Construire un réseau de connaissances pour collecter, développer et soutenir les initiatives et activités existantes novatrices et fructueuses, en initier de nouvelles, pour promouvoir et commercialiser dans les zones urbaines des biens alimentaires et de la forêt, produits et transformés de manière durable en montagne et les zones rurales de la région alpine afin d'y maintenir des services culturels et écosystémiques.

- **«Gestion intégrée et durable de l'eau»** (sous-groupe 3)

La gestion durable et intégrée des ressources en eau des Alpes est primordiale pour toute l'Europe ; elle passe par la restauration des rivières, la gestion des sédiments, l'application du concept d'«infrastructure verte» comme stratégie gagnant-gagnant en vue de la réalisation des objectifs de la directive-cadre de l'UE sur l'eau et de la directive européenne sur les inondations.

Membres français du groupe d'action

- Absence de représentant français à ce jour

Principales actions en cours de réalisation / programmées

6.1. Déclaration politique sur l'aménagement durable et la protection des sols

Les représentants des États et des régions de la SUERA ayant adopté cette déclaration ont l'intention de coopérer en faveur d'un aménagement du territoire durable, selon les principes suivants :

1. Appliquer et améliorer la mise en œuvre des règlements existants
2. Coordonner et améliorer les systèmes de collecte et de suivi des données.
3. Favoriser le développement des centres urbains, planifier les infrastructures et les sites miniers de manière raisonnée
4. Encourager la sensibilisation, le renforcement des capacités et l'échange d'expériences en matière d'aménagement durable et de protection des sols.
5. Faciliter la participation directe des acteurs
6. Établir et renforcer les coopérations régionales, nationales et transfrontalières.

Pour en savoir plus : https://www.alpine-region.eu/sites/default/files/uploads/news/1532/attachments/eusalp_ag6_declaration_land_usesoil_finlogos_181107_en.pdf

6.2. Projet « Future génération – Agriculture de montagne en 2030 »

Septembre 2019

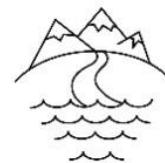
- L'avenir de l'agriculture alpine est plutôt incertain. Le pastoralisme alpin et l'agriculture de montagne sont les ressorts de l'attractivité du paysage alpin, de sa biodiversité, du tourisme de montagne, de la culture et des traditions qui ne peuvent continuer à exister sans la présence de jeunes agriculteurs bien formés aptes et motivés pour reprendre des exploitations agricoles dans un environnement propice

	<p>à leur épanouissement et au développement de leur entreprise.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Exemples de nouvelles voies à mettre en œuvre</u> : <ul style="list-style-type: none"> - La numérisation permet des approches intersectorielles des solutions ainsi que de nouveaux modèles de vie et de travail dans la région alpine. - La coopération ciblée des zones de montagne avec les métropoles voisines offre également de nouvelles opportunités et perspectives d'avenir en matière de consommation des produits agricoles alpins en circuit-court. • Dans de nombreuses régions de la région alpine, adapter l'agriculture de montagne aux grands enjeux sociétaux constitue un défi majeur. Des pistes de travail visant à assurer l'avenir des générations futures peuvent être élaborées conjointement via un échange international et interrégional d'expériences entre la jeune génération d'agriculteurs de montagne et des experts en politique agricole. Pour en savoir plus : https://www.alpine-region.eu/projects/next-generation-mountain-farming-2030
<p>6.3. Document sur la mise en œuvre du concept d'infrastructure verte</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Recueil de bonnes pratiques et de recommandations sur la mise en œuvre du concept d'« infrastructure verte » en tant que stratégie gagnant-gagnant pour la réalisation des objectifs de la directive-cadre de l'UE sur l'eau et de la directive européenne sur les inondations dans le domaine de la restauration et de la gestion des sédiments.
<p>6.4. Projet ALPJOBS <i>(Initiative du Fonds d'action préparatoire de la Région Alpine)</i> Février 2020</p>	<ul style="list-style-type: none"> • ALPSJOBS identifie des profils d'emploi attractifs incitant les jeunes à rester dans les zones rurales alpines ou à y retourner. Le projet porte sur l'identification, l'analyse et la cartographie d'activités spécifiques ainsi que sur l'échange entre les parties prenantes pour améliorer les pratiques existantes. • L'identification des profils d'emploi comme contribution au contrepoids au dépeuplement dans les zones rurales alpines se fera par le biais de réunions, par la collecte de bonnes pratiques auprès des entreprises, de jeunes adultes, où l'appariement de la demande et de l'offre de main-d'œuvre a été mis en œuvre avec succès. Pour en savoir plus : https://www.alpine-region.eu/projects/alpjobs

Autres actions (mais sans information spécifique disponible)

- Analyse comparative des différentes méthodes d'évaluation des fonctions des sols agricoles en place au sein de la région alpine
- Étude sur les mécanismes de gouvernance dans le domaine de la gestion de l'eau
- Document de bonnes pratiques et de recommandations sur la stratégie durable pour la gestion de l'eau afin de prévenir les conflits entre les secteurs et les acteurs en cas de pics de demande et/ou de sécheresses régionales
- Étude sur les mécanismes de gouvernance de l'utilisation des sols.

GRUPE D'ACTION n°7



Développer la connectivité écologique sur l'ensemble du territoire de la région alpine

Présentation

Mission

Le groupe d'action (GA) 7 met l'accent sur le développement des continuités écologiques comme solution pour renforcer, améliorer et restaurer la biodiversité et les services écosystémiques. L'objectif est de renforcer et favoriser les continuités entre les paysages naturels et semi-naturels dans l'ensemble du territoire de la région alpine. **Il s'agit d'appliquer au plan macrorégional la stratégie de l'UE pour les infrastructures vertes en faisant des Alpes un exemple en matière d'infrastructures vertes en Europe et de pouvoir contribuer aux réflexions sur la mise en œuvre d'un réseau transeuropéen d'infrastructures vertes.**

Le développement d'un réseau de zones naturelles et semi-naturelles, notamment dans les zones rurales et urbaines, devra aboutir à une interconnexion fonctionnelle à même d'assurer des avantages variés pour la nature, ainsi que des bénéfices sociaux et économiques pour les populations.

Objectifs spécifiques

- Développer des infrastructures pour enrayer la perte de biodiversité et relever les défis tels que les chaînons manquants entre les espaces naturels et les zones de plaines homogènes et appauvries.
- Identifier les éléments d'infrastructure verte alpine à vocation transnationale, améliorer les approches de gouvernance et explorer les possibilités de financement existantes.
- Promouvoir les nombreux avantages des infrastructures vertes comme solutions complémentaires aux infrastructures grises et mettre l'infrastructure verte à l'agenda politique de la région alpine.
- Faire aboutir des initiatives concrètes et assurer la liaison avec les partenaires de tous les secteurs concernés.
- Faire en sorte que les avantages des continuités écologiques soient pris en compte sur le plan écosystémique et sociétal afin d'améliorer la résilience aux menaces du changement climatique.

Membres français du groupe d'action

- Quentin DILASSER, Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Principales actions en cours de réalisation / programmées

7.1. Déclaration politique conjointe « *Infrastructure verte alpine - unir ses forces pour les milieux naturels, les populations et l'économie* »

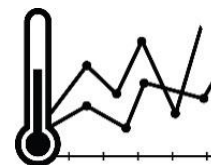
Octobre 2017

- Cette déclaration politique a été signée par 27 États et Régions lors de la Conférence des ministres de l'environnement en Octobre 2017.
- La matrice alpine pour la vie prend la forme d'un réseau d'infrastructures vertes stratégiquement planifié et géré de manière cohérente pour valoriser les espaces existants et potentiels de haute qualité sur l'ensemble de la région alpine. Il vise à garantir les avantages offerts par la nature dans les milieux ruraux et urbains, pour les générations futures et collabore avec tous les acteurs afin de combler les écarts via une meilleure coordination transfrontalière et intersectorielle.
- Axes de la déclaration:
 - Mettre l'accent sur les avantages d'une matrice pour la vie basée sur l'infrastructure verte
 - Faire de la région alpine une région modèle en matière d'infrastructure verte
 - Fournir des mécanismes de gouvernance et de financement

	<p>appropriés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre d'autres mesures pour la mise en œuvre d'une matrice transalpine d'infrastructures vertes pour la vie. <p>Pour en savoir plus : https://www.alpine-region.eu/sites/default/files/uploads/inline/956/eusalp_joint_declaration_green_infrastructure_final_en.pdf</p>
<p>7.2. Développement d'un projet cadre illustrant une vision autour des infrastructures vertes</p> <p>2018</p>	<p>Sur la base de la déclaration politique, les priorités de mise en œuvre suivantes ont été identifiées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chaîne de tourbières à travers l'arc alpin - Biodiversité des hautes prairies alpines - Gestion multifonctionnelle des forêts de montagne - Réseau des vergers alpins - Redynamisation de plus grandes rivières, gestion multifonctionnelle des grandes vallées fluviales - Réseau/coopération transalpine des plus petites rivières - Dialogue autour de l'agriculture de montagne - Plaines urbanisées et villes <p>Depuis mars 2019, développement de projets individuels avec recherche de sources de financement.</p>
<p>7.3. Étude sur « Des Alpes étendues ? Stéréotypes mutuels entre les régions urbaines et montagneuses en Europe »</p> <p>Août 2018</p>	<p>Cette étude propose une analyse des interrelations entre les métropoles alpines et les zones rurales. Ses principaux enseignements sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Seule une perspective holistique répond de manière adéquate à la spécificité de l'espace alpin. • La conservation et le développement de la qualité de vie alpine suscitent un intérêt profond et partagé. • Concilier ou réconcilier les intérêts économiques avec les objectifs d'un développement socialement et écologiquement durable est une question centrale. • Résoudre la difficulté de connecter plus étroitement l'espace alpin étendu (entre les zones métropolitaines et les zones centrales des Alpes) par une approche durable, sans nouveaux coûts écologiques et sociaux est primordial. • La connectivité spatiale reste toujours abordée en se limitant à celle des voies de transport classiques et à leurs effets négatifs sur l'homme et l'environnement. • Une meilleure communication entre les différents niveaux de décision et groupes de pression aux intérêts contradictoires est pertinente si l'on souhaite renforcer la résilience de la société civile alpine. <p>Pour en savoir plus : https://www.alpine-region.eu/publications/extended-alps</p>
<p>7.4. Atelier conjoint avec le programme LEADER « EUSALP rencontre LEADER »</p> <p>Octobre 2018</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Échanges autour des moyens d'atteindre/mobiliser les citoyens y compris les acteurs locaux des zones rurales afin de soutenir le développement transnational des infrastructures vertes en s'appuyant sur l'approche de développement local menée par les acteurs locaux. • Cette rencontre a contribué à la mise en place du <i>Réseau des villes alpines sur les infrastructures vertes</i>. <p>Pour en savoir plus : https://www.alpine-region.eu/results/results-workshop-eusalp-meets-leader</p>
<p>7.5. Atelier « Mise en réseau pour la connectivité écologique et l'infrastructure verte »</p> <p>Septembre 2017</p>	<p><u>Principales conclusions des échanges lors de l'atelier :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Les deux concepts des continuités écologiques et d'infrastructure verte, doivent être abordés de concert. - Ces deux concepts devraient être plus et mieux pris en compte dans la planification spatiale aux échelles locale, nationale et macrorégionale. - Les compétences en matière de décision, de planification et de responsabilités pour la mise en œuvre de ces deux concepts devraient être clarifiées aux différents échelons territoriaux. - Bien que toujours perfectibles, les connaissances scientifiques sont

	<p>désormais suffisantes pour agir.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La communication intersectorielle est indispensable à une meilleure compréhension mutuelle entre les aménageurs et les autres experts (cf. les biologistes). - L'atelier est un bon outil de coopération d'experts ; l'indispensable soutien politique est passé par l'adoption de la Déclaration sur les infrastructures vertes alpines lors de la Conférence ministérielle de Munich (Octobre 2017). - Ce modèle de travail pourrait également être mis en œuvre dans d'autres activités/groupes d'actions de la SUERA <p>Pour en savoir plus : networking-ecological-connectivity-and-green-infrastructure">https://www.alpine-region.eu/events/workshop->networking-ecological-connectivity-and-green-infrastructure</p>
<p>7.6. Réseau de métropoles alpines en coopération en lien avec le projet LOS-DAMA!</p> <p>Septembre 2018</p>	<p>Le projet LOS_DAMA ! "Landscape and Open Space Development in Alpine Metropolitan Areas" s'intéresse aux paysages alpins « ordinaires » aux portes de nos villes. Ces espaces de nature sont soumis à de lourdes pressions de développement urbain et à une grande variété d'usages.</p> <p><u>Objectif</u> : Valoriser les paysages périurbains pour une meilleure qualité de vie dans les métropoles alpines.</p> <p>Pour en savoir plus : https://www.alpine-space.eu/projects/los_dama-/newsletter/newsletter-2/ld_newsletter_2_fr.pdf</p>
<p>Projet Biodiv'ALP</p>	<p>Trait d'union entre la France et l'Italie, côtoyant aussi bien les sommets que le bassin méditerranéen, le massif des Alpes occidentales est considéré comme un « hotspot » de biodiversité. Ce patrimoine naturel exceptionnel est cependant vulnérable à l'érosion des écosystèmes et aux changements globaux.</p> <p>Face à ce constat, cinq Régions de France et d'Italie ont décidé de se mobiliser sous l'égide de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour protéger et valoriser la biodiversité des Alpes, en partenariat avec une vingtaine de structures (gestionnaires d'espaces protégés, Conservatoires, Métropole, Université, Chambre de commerce, associations...).</p>
<p>7.7. Atelier Design-thinking</p> <p>Juillet 2019</p>	<p>Élaboration d'une vision stratégique trans-sectorielle du paysage afin d'améliorer la connectivité écologique entre les aires protégées et extérieures et entre les Alpes/région alpine et les régions montagneuses environnantes.</p>

GROUPE D'ACTION n°8



Améliorer la gestion des risques et mieux gérer le changement climatique, notamment par la prévention des risques naturels de grande ampleur

Présentation

Mission

La prévention des risques naturels est une condition indispensable au maintien des populations et au développement économique et social dans les Alpes. La conjonction d'une zone d'habitat limitée et du changement climatique conduit à l'augmentation de l'exposition aux risques et aux dommages occasionnés aux biens privés et aux infrastructures dans les zones montagneuses de la région alpine. **Les logiques du développement économique, des comportements sociaux, de la mobilité et du tourisme priment encore sur les objectifs de réduction du risque et d'une gestion prudente, ce qui milite pour la mise en place de nouveaux instruments de gouvernance afin d'équilibrer les demandes pour différents usages.**

Objectifs spécifiques

- Procéder à un inventaire des acteurs et des intérêts pertinents, à une cartographie et à l'amélioration des structures et des processus de décision et de gouvernance dans la gestion des risques et de l'adaptation au changement climatique
- Améliorer les mécanismes de gouvernance des risques et de l'adaptation au changement climatique dans la région alpine en soutenant, valorisant et tirant parti des structures de coopération existantes
- Identifier des bonnes pratiques pour relever les défis à venir
- Promouvoir, développer et mettre en œuvre des projets pilotes locaux, régionaux et transnationaux en exploitant des opportunités de financement tant au niveau de l'UE que national, régional et privé.

Membres français du groupe d'action

- Benjamin Einhorn - Pôle Alpin d'études et de recherche pour la prévention des Risques Naturels (PARN)
- Catherine Bertrand - Université de Franche-Comté

Principales actions en cours de réalisation / programmées

8.1. Rapport d'audit sur les risques naturels

Juillet 2018

- L'objectif est de sensibiliser à la gestion des risques naturels et de contribuer à la mise en œuvre d'une meilleure gouvernance au niveau local
- Document d'orientation sur la cartographie et l'analyse des mécanismes de gouvernance axés sur la gouvernance des risques en cas de surcharge (correspondant à un scénario au cours duquel la capacité nominale théorique des mesures de protection est dépassée) et de risque résiduel (risque de survenue d'un phénomène naturel qui excède les mesures de protection).
Pour en savoir plus : <https://www.alpine-region.eu/publications/natural-hazard-risk-governance-status-quo-eusalp-region>

8.2. Rapport d'étude - Au-delà des attentes : traiter le cas de surcharge et de risque résiduel de risques naturels dans la région alpine

Janvier 2018

- Les investissements importants des dernières années pour la protection contre les dangers naturels n'ont pas limité les importants dommages constatés car les événements climatiques sont plus extrêmes et dépassent les capacités de prévention établies, alors que dans le même temps on constate une densité de population croissante et une accumulation de biens matériels plus forte dans les zones à risque, ce qui accentue les conséquences. Face à cette situation, le risque résiduel et les cas de surcharge doivent être mieux pris en

	<p>considération dans les activités intégrées de gestion des risques.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Objectif : Étudier les concepts de risque résiduel et les cas de surcharge et leur considération actuelle dans la gouvernance des risques alpins des risques naturels. Propositions de recommandations concrètes et d'exemples de bonnes pratiques tant pour les décideurs que pour les populations touchées dans tous les pays alpins. Pour en savoir plus : https://www.alpine-region.eu/results/beyond-expected-dealing-cases-overload-and-residual-risk-natural-hazards-alpine-region
<p>8.3. Note stratégique découlant de l'étude sur la gouvernance des risques naturels</p> <p>Avril 2019</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Bien que les questions de risques naturels soient largement discutées au sein des territoires de la région alpine, elles restent peu considérées dans le cadre des mécanismes de gouvernance. • Absence de mise en œuvre cohérente de la gouvernance des risques dans toute la région alpine, mais plutôt initiatives menées à tous les niveaux au sein du secteur public et privé pour surmonter les limites d'une approche de gestion exclusivement centrée sur l'état des risques naturels, ne prenant pas suffisamment en compte les dommages potentiels occasionnés. • En résumé, il existe encore un grand potentiel pour favoriser la gouvernance des risques en intégrant les personnes concernées dans les discussions et les négociations sur les mesures de préparation, de réponse et de partage des responsabilités. Pour en savoir plus : https://www.alpine-region.eu/sites/default/files/uploads/result/1835/attachments/nhrp_policy_brief_english.pdf
<p>8.4. Plateforme d'adaptation au climat pour les Alpes (CAPA)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La plateforme CAPA prend la forme d'un répertoire de ressources en ligne sur l'adaptation au changement climatique dans les Alpes. • Son intégration au centre de ressources global en ligne, permet un accès aux mises à jour, améliorations du contenu de la plate-forme, à un nouveau module concernant l'interface entre la gestion des risques naturels et l'adaptation au climat. Pour en savoir plus : https://www.capa-eusalp.eu/home

GROUPE D'ACTION n°9 - Faire du territoire de la région alpine un modèle en termes d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables



Présentation

Mission

Ce groupe d'action (GA) se concentre sur la promotion de l'efficacité énergétique, la production et l'utilisation des énergies renouvelables locales dans la région Alpine, en particulier dans les secteurs public et privé. Le cadre d'intervention est défini, entre autres, par les directives « Energie » de l'UE, les objectifs de l'UE à l'horizon 2020 et le paquet « Union énergie ». **Le GA a l'ambition de contribuer à une réduction significative de la consommation énergétique dans le secteur du bâtiment et des petites et moyennes entreprises par la promotion de la maîtrise de l'énergie et des systèmes de suivi à différentes échelles.**

Objectif spécifiques :

- **Mettre en place un cluster alpin de l'efficacité énergétique** qui devienne un forum pour la coopération et l'innovation capable d'apporter des solutions techniques pour les besoins énergétiques spécifiques de la région alpine et de développer des processus efficaces sur le plan énergétique et des produits particulièrement adaptés à la région alpine, notamment dans les secteurs du logement et de la mobilité.
- **Rendre plus verte l'infrastructure alpine** en se concentrant sur l'efficacité énergétique dans le secteur du bâtiment et en promouvant les outils d'évaluation de la qualité environnementale harmonisés, abordables et opérationnels à utiliser par les pouvoirs publics afin de stimuler des bâtiments durables à faibles émissions de carbone dans la région Alpine.
- **Mettre en place un cluster alpin de l'énergie renouvelable**, en prenant en compte les problématiques d'ordre écologique, économique et des usages des sols ainsi que les arbitrages sociétaux y afférant.
- **Apporter un soutien aux systèmes de gestion de l'énergie dans la région Alpine** en élaborant, partageant et installant des systèmes de surveillance de l'efficacité énergétique décentralisés au niveau local et en favorisant le suivi de l'énergie au plan régional.
- **Apporter un soutien à une meilleure utilisation des ressources locales et à l'accroissement de l'autosuffisance énergétique** tout en réduisant les impacts sur le climat et l'environnement.

Membres français du groupe d'action

- Patrick Biard (co-leader), Auvergne-Rhône-Alpes Energie Environnement
- Etienne Viénot, Auvergne-Rhône-Alpes Energie Environnement
- Laurent Garnier, Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Sabine Giannetti Clouchoux, Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Principales actions en cours de réalisation / programmées

9.1. Observatoire de l'énergie de la région alpine 2019

- **Objectifs** : collecter des données énergétiques des 7 pays participants pour formuler, mettre en œuvre et vérifier l'efficacité des politiques et des mesures énergétiques et préfigurer un observatoire alpin de l'énergie
- **Action spécifique menée** : organisation de trois ateliers d'experts
- Des données énergétiques seront nécessaires au niveau macrorégional pour soutenir le consortium la SUERA dans la définition, la mise en œuvre et le suivi d'une stratégie énergétique à long terme pour le territoire alpin.
Pour en savoir plus : <https://www.alpine-region.eu/actions/eusalp-energy-observatory>




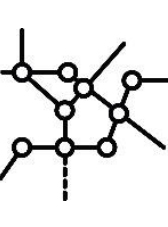
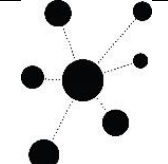

<p>9.2. Note d'analyse du cycle de vie des bâtiments résidentiels</p> <p>Octobre 2017</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un parc de bâtiments neutre sur le plan climatique d'ici 2050 exige que ce secteur fasse l'objet d'actions spécifiques. L'impact environnemental des émissions de CO2 ne se limite pas à la phase d'utilisation, mais intègre aussi la phase construction ou la démolition. • Les résultats démontrent un potentiel prometteur de la méthode de construction hybride, qui combine de nombreux avantages des deux variantes (structures à base de briques/parpaings et structures en ossature bois). • Les coûts supplémentaires engendrés par une efficacité accrue lors de la production sont généralement largement compensés par les économies de consommation constatées sur la durée de vie pour l'énergie primaire, plutôt que la production de gaz à effet de serre. • Le choix de la technologie de chauffage joue un rôle mineur dans des constructions d'une grande efficacité énergétique. • Afin de réduire les besoins relatifs en énergie primaire et d'améliorer l'évaluation du cycle de vie du bâtiment, une attention particulière devrait être accordée à des constructions de haute qualité et à une planification très étudiée du bâtiment (cf. avec des plans d'étage variables) pour une durée de vie de 50 ans et plus. Pour en savoir plus : https://www.alpine-region.eu/sites/default/files/uploads/activity/452/attachments/abstract_life_cycle_analysis_en_tu.pdf
<p>9.3. Événement stratégique sur l'amélioration de l'efficacité énergétique des PME alpines</p> <p>2019</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le secteur des PME, d'importantes économies d'énergie peuvent encore être réalisées grâce à des mesures rentables. • Afin de libérer les potentiels d'économie d'énergie non mobilisés des acteurs économiques, plusieurs régions et États de la région alpine ont récemment adopté des programmes pour soutenir les PME dans la planification de mesures d'efficacité énergétique. Pour en savoir plus : https://www.alpine-region.eu/actions/enhance-energy-efficiency-alpine-small-and-medium-sized-enterprises
<p>9.4. Rapport sur des indicateurs clés de performance pour les bâtiments au sein de la région alpine</p> <p>Décembre 2018</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Objectif : montrer la faisabilité d'une adoption d'un ensemble commun d'indicateurs clés de performance environnementale des bâtiments dans la région alpine. Identifier les freins et les défis liés à la promotion de ces indicateurs communs. • Apporter des contributions pratiques et faire avancer la réflexion sur la conception d'outils d'évaluation harmonisés, abordables et opérationnels pour les autorités publiques afin de promouvoir et stimuler la construction de bâtiments durables à faible émission de carbone dans la région alpine. • Aborder toutes les dimensions de la durabilité : environnementale, sociale et économique. Les questions de référence pour les indicateurs de performance SUERA sont les suivantes : ' Énergie et émissions ' Matériaux ' Eau ' Qualité de l'environnement intérieur ' Cycle de vie Cos'. Pour en savoir plus : https://www.alpine-region.eu/sites/default/files/uploads/activity/459/attachments/eusalp_ag9_key_performance_indicators_for_buildings_final_version.pdf
<p>9.5. Rapport sur le secteur de l'énergie au sein de la région alpine</p> <p>Décembre 2017</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La consommation d'énergie actuelle dans la région alpine s'élève à environ 2.300 TWh. En moyenne, chaque habitant de la région alpine a donc une consommation de 28 MWh/an, légèrement supérieure à la moyenne de consommation d'énergie par habitant (25 MWh/an) de l'UE-28. <u>Pour en savoir plus :</u> • La principale part finale de la consommation d'énergie est liée à la satisfaction des besoins de chauffage (43 % de la consommation totale finale d'énergie), puis au transport (32 %) et enfin à la consommation d'électricité (25%).


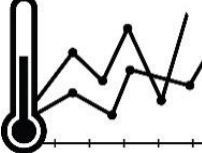

	<ul style="list-style-type: none"> • Près de 80 % de la demande de chauffage est satisfaite par des sources non renouvelables. Les 20 % restants proviennent d'énergies renouvelables (EnR), principalement de biomasse et de biocarburants. • Pour sa consommation globale d'électricité, la région alpine est un importateur légèrement net car l'énergie produite localement couvre 93 % de la consommation d'énergie. La part des EnR dans la production locale est assez élevée (40%). • Une cartographie de chaque territoire de la région alpine aide à mieux comprendre le modèle énergétique. • Une seconde enquête de collecte de données a été lancée à l'été 2019 pour consolider ce rapport. Pour en savoir plus : https://www.alpine-region.eu/sites/default/files/uploads/activity/449/attachments/eusalp_energy_survey_report_final_reviewed.pdf
9.6. Plateforme de collaboration énergétique EUSALP Juin 2019	Identification et analyse conjointe du développement en cours des plateformes de collaboration et de l'harmonisation potentielle des solutions, par exemple en développant un point d'entrée commun sur le site Web de la SUERA. Pour en savoir plus : https://www.alpine-region.eu/node/558
9.7. Réseau pour la promotion des systèmes locaux de gestion de l'énergie 2019	<ul style="list-style-type: none"> • Cette plate-forme sera un outil de prise de décision politique afin de surveiller, contrôler et optimiser la production, la transmission et l'utilisation finale de l'énergie. • Les plans actuels de planification énergétique durable mis en œuvre au niveau régional peuvent être soit réglementaires et/ou volontaires en fonction des politiques nationales et/ou régionales en cours. • Les petites villes et les métropoles de la région alpine ont adhéré à des programmes régionaux, nationaux et européens de planification énergétique tel le réseau de l'agence de l'environnement européenne (EEA), le programme autrichien E5, ComuneClima italienne, Energie Stadt Schweiz, ou le Pacte des maires ou encore des projets régionaux comme le Programme d'énergie positive soutenu par le Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes. • Localement les municipalités et les villes ont adopté des systèmes locaux de gestion de l'énergie comme outils de prise de décisions stratégiques pour surveiller, contrôler et optimiser la production, le transport et l'utilisation finale de l'énergie. Pour en savoir plus : https://www.alpine-region.eu/actions/network-promotion-local-energy-management-systems-ems

Autres actions :

- Compilation des activités et des projets de réseaux d'énergie intelligents dans les régions membres, sur la base d'une enquête
- Définition des potentiels restants des énergies renouvelables dans la région alpine
- Organisation d'une conférence annuelle sur la transition énergétique dans les Alpes
- Promotion des coopératives citoyennes de production d'énergie/ échanges avec les groupes énergie des autres stratégies macrorégionales en Europe

Annexe 1 : Liste des membres français des groupes d'actions

	Groupes d'action	Prénom-Nom	Institution	Email
	1. Créer un véritable écosystème d'innovation et de recherche	Marie Christine Fourny	Université Grenoble-Alpes	marie-christine.fourny@ujf-grenoble.fr
	2. Accroître le potentiel économique des secteurs stratégiques	Sylvain Guetaz	Région Auvergne-Rhône-Alpes	Sylvain.GUETAZ@auvergn-erhonealpes.fr
	3. Mettre l'éducation et la formation en adéquation avec le marché du travail dans les secteurs stratégiques	Natacha Lanaud-Lecomte	Académie de Besançon	natacha.lanaud-lecomte@ac-besancon.fr
	4. Promouvoir l'intermodalité et l'interopérabilité du transport de passagers et de marchandises	Didier Biau	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	dbiau@maregionsud.fr
		Xavier Garcia	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	xgarcia@maregionsud.fr
		Jean-Christophe Leydet	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	jcleynet@maregionsud.fr
		Olivier Margouet	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	omargouet@maregionsud.fr
		François Lamoise	Ministère de la Transition écologique et solidaire	francois.lamoise@developpement-durable.gouv.fr
	5. Assurer la connexion électronique entre les personnes et faciliter l'accès aux services publics	Guillaume Dukhan	Association pour le développement en réseau des territoires et des services	gdoukhan@adrets-asso.fr
		Guillaume Faure	Région Auvergne Rhône-Alpes	guillaume.faure@auvergn-erhonealpes.fr
	6. Préserver et valoriser les ressources naturelles, y compris l'eau, ainsi que les ressources culturelles	Absence de représentant français à ce jour	//	//

	<p>7. Développer la connectivité écologique sur l'ensemble du territoire de la région alpine</p>	<p>Quentin Dilasser</p>	<p>Région Provence-Alpes-Côte d'Azur</p>	<p>qdilasser@maregionsud.fr</p>
	<p>8. Améliorer la gestion des risques et mieux gérer le changement climatique, notamment par la prévention des risques naturels de grande ampleur</p>	<p>Benjamin Einhorn</p>	<p>Pôle Alpin d'études et de recherche pour la prévention des Risques Naturels (PARN)</p>	<p>benjamin.einhorn@univ-grenoble-alpes.fr</p>
	<p>9. Faire du territoire de la région un modèle en termes d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables</p>	<p>Patrick Biard</p>	<p>Auvergne-Rhône-Alpes Energie Environnement</p>	<p>patrick.biard@raee.org</p>
		<p>Etienne Viénot</p>	<p>Auvergne-Rhône-Alpes Energie Environnement</p>	<p>pviénot@raee.org</p>
		<p>Laurent Garnier</p>	<p>Région Provence-Alpes-Côte d'Azur</p>	<p>lgarnier@maregionsud.fr</p>
		<p>Sabine Giannetti Clouchoux</p>	<p>Région Provence-Alpes-Côte d'Azur</p>	<p>sgianneticlouchoux@maregionsud.fr</p>